

Crise dans la locomotive européenne



L'échec de la tentative de la chancelière allemande Angela Merkel de former un nouveau gouvernement après les élections de septembre dernier a donné lieu cette semaine à une crise politique inédite qui pourrait déboucher sur la convocation d'élections anticipées ce qui n'arrivait pas durant les 70 dernières années dans ce pays, considéré comme l'un des plus stables de l'Europe Occidentale.

Tout semblait indiquer qu'Angela Merkel, âgée de 63 ans, s'acheminait avec une relative facilité vers son quatrième gouvernement mais la maigre majorité qu'elle a obtenue le 24 septembre l'a obligée à chercher l'alliance avec les écologistes, les libéraux et les conservateurs et à essayer de convaincre les sociaux-démocrates de s'incorporer à une grande coalition.

Les négociations ont échoué et la chancelière a dû informer le président, Frank-Walter Steinmeier, qu'il n'y a pas de nouveau gouvernement.

La figure présidentielle est presque décorative en Allemagne, mais parmi ses rares prérogatives figure celle de dissoudre le parlement et de convoquer de nouvelles élections quand le pays fait face à une situation comme celle qu'il traverse actuellement.

Jusqu'à présent Frank-Walter Steinmeier, n'a pas pris cette décision et il a plutôt demandé la tenue de plus de négociations mais Angela Merkel a surpris tout le monde lorsque, dans des déclarations à la

presse, elle a affirmé qu'elle préfère faire face de nouveau au verdict des urnes au lieu de gouverner en minorité.

Les sociaux-démocrates, de Martin Schultz, semblent être disposés aussi à jouer leur va tout à des élections anticipées au lieu de s'unir à un nouveau gouvernement bien qu'il y ait eu, ces dernières heures, des indices de nouvelles négociations.

Au milieu de la crise, l'extrême-droite représentée par l'Alternative pour l'Allemagne, se prépare avec entrain après le surprenant 12% de voix obtenu en septembre, son meilleur résultat de l'histoire.

Plusieurs experts considèrent que la stagnation relative de l'économie allemande, le moteur de l'Union Européenne, qui a fait augmenter le chômage et qui a conduit à une politique d'austérité nuisible aux couches les plus défavorisées a eu pour conséquence que beaucoup des voix des partis traditionnels aillent vers l'extrême-droite.

L'Alternative pour l'Allemagne a déjà commencé à attaquer le point faible d'Angela Merkel, c'est-à-dire, sa politique d'ouvrir les portes et donner un traitement favorable aux immigrants que l'extrême-droite accuse d'être les responsables de la perte d'emplois et de l'utilisation de fonds publics pour satisfaire leurs besoins.

Une question se pose : les jours d'Angela Merkel, caractérisée par le pragmatisme politique et par la flexibilité idéologique sont comptés à la tête du gouvernement allemand?

Le problème est qu'il n'existe pas en Allemagne une figure en montée comme cela a été le cas en France avec Emmanuel Macron, une figure qui se profile comme étant à même de maintenir le cap de l'économie et l'influence qu'exerce l'Allemagne en Europe et dans le monde.

La chancelière fédérale a été vue comme la figure capable de faire face à la politique protectionniste du président des États-Unis, Donald Trump et même de freiner la conduite erratique du chef de la Maison-Blanche à l'égard du Vieux Continent.

C'est une situation complexe qui éveille la préoccupation de Bruxelles, siège des organismes européens et qui obligera les Allemands à choisir des options prudentes pour éviter qu'à la longue le remède ne soit pire que le mal!

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/148048-crise-dans-la-locomotive-europeenne>



Radio Habana Cuba